



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE FALUNS DE CONTRES

14 rue des Aulnes
41700 Le Controis-En-Sologne

Références : 41-2025-00797
Code AIOT : 0010003275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement GIE FALUNS DE CONTRES implanté Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 14/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière "GIE Les Faluns de Contres" était administrée par M. CALLOUX de la SAS CALLOUX. Le procès verbal 26 septembre 2025 de l'assemblée générale du "GIE Les Faluns de Contres" fait état que la SASU Touraine AGRÉGATS a acheté les parts de la SAS CALLOUX dans le GIE et que M. RAISIN Stéphane devient l'administrateur du GIE en lieu et place de M. CALLOUX Franck.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE FALUNS DE CONTRES

- Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) les Faluns de Contres est située au lieu-dit "Château Gabillon, sur le territoire de la commune du Controis en Sologne (41).

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°41-2018-07-05-005 du 5 juillet 2018 pour renouvellement et extension d'une carrière de sable marin (Falun). La production maximale autorisée est de 100 000 Tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 55 000 Tonnes.

Un salarié est employé sur la carrière.

Les matériaux exploités sont des faluns (sables marins fossilifères) et ils sont traités par un passage dans un grille. Le site accueille des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la carrière.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 2 | phasage d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4 | Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 4 | Equipements non utilisés | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Déchets d'extraction | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 6 | Gestion des déchets d'extraction | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Nature des installations | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.2.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------|---|--|--------------------------|
| 1 | rapport d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 3 | carreau de la carrière | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.4.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Surfaces |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>Lors de l'inspection du 26 octobre 2025, il a été constaté par l'inspection l'absence de justifications des surfaces S1, S2 et S3 au sein du plan et du rapport d'exploitation 2024 transmis à l'inspection le 08/04/2025.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il vient de reprendre cette installation et qu'il va faire procéder aux compléments pour le rapport d'exploitation 2025.</p> <p>Par mail du 02 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un ensemble de document .</p> <ul style="list-style-type: none"> la pièce n°4 permet d'avoir les valeurs S1 =1 ha 53 a ; S2 = 3 ha 73 et S3 = 36 a; la pièce n°5 permet d'avoir le calcul de la valeur des GF en appliquant le TP01 (base 10) du 15/11/2025 qui est de 130.7, le montant est de 230.225.31 € pour la période quinquennale à venir; <p>L'exploitant est invité lors de la transmission du suivi annuel d'exploitation (qui consiste en la transmission d'un plan et si besoin d'annexes explicatives) pour l'année 2025 qui aura lieu avant le 1er février (Chp 2.10 de l'AP autorisation) 2026 à mettre en avant ces surfaces, le plan de bornage (prévu et réalisé), les éléments permettant de gérer l'accès au site (clos par merlon ou par clôture (prévue et envisagée)) et l'ensemble des éléments nécessaires à ce type de document.</p> <p>Pas d'écart constaté</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : phasage d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Extraction |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et au plan de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 26 septembre 2025, il a été constaté par l'inspection que</p> <ul style="list-style-type: none"> la phase 1 a été exploitée mais l'exploitant ne sait pas si elle a été remise en état ; les phases 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ont été toutes commencées, aucune n'est achevée et l'organisation de l'exploitation ne respecte pas le plan de phasage. <p>Par mail du 02 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé avec la société</p> |

| |
|---|
| <p>AXYLIS du 03/11/2025 mettant en avant que la société GIE FALUNS DE CONTRES allait produire un PAC modifiant le plan de phasage, une dérogation pour pouvoir extraire la bande des 10 m entre l'ancienne carrière et l'actuelle et la mise à jour des accès.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier respect du plan de phasage.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 3 : carreau de la carrière

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Extraction</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 03/08/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le carreau de la carrière a pour côte minimale 104 m NGF.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 26 septembre 2025, il a été constaté que la cote de fond qui est à l'altitude de 104 m.NGF n'était pas totalement respectée. Dans le dossier déposé l'exploitant a prévu que la cote de fond soit de 104 m.NGF et l'exploitant s'engage à respecter et à mettre des moyens en œuvre pour respecter cette altitude.</p> <p>Par mail du 02 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une facture de la société GEOPLUS contenant la mise en place de 5 repères altimétriques afin de pouvoir gérer et respecter la cote de fond du carreau.</p> |

| |
|---|
| Pas d'écart constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 4 : Equipements non utilisés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, équipements abandonnés |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réalisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 23 octobre 2025, l'exploitant a informé l'inspection que la grille fixe a été évacuée et qu'il est prévu que le crible mécanique soit évacué pour le 01/11/2025.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'évacuation du matériel abandonné (le crible mécanique)</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Déchets d'extraction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Quantités et suivi |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2024 |

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains.

La quantité de stockage maximale de déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière est limitée à 17580 T.

La zone prévue pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est la suivante : terre végétale sous forme de merlons périphériques.

[...]

Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 23/10/2025, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant n'avait pas de plan ni d'estimation du volume et du poids de son stock de terre végétale et de stériles.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son stock de terre végétale et de stériles est inférieur à 17580 Tonnes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit établir un Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation; - la description de l'exploitation généralisant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction; - le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines et carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 23/10/2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas mis à jour son plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Le dernier plan disponible est celui de septembre 2017 inclus dans le dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'autorisation du 5/07/2018.</p> <p>Par son courriel du 5 décembre 2025 l'exploitant s'est engagé à révisé son plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>La fréquence quinquennale de révision du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière n'est pas respectée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2024

Prescription contrôlée :

Le site est autorisé pour :

- rubrique 2510-1 : exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6 : production maximale autorisée : 100 000 T/an, production moyenne : 55000 T/a,

Constats :

lors de l'inspection 23/10/2025, l'exploitant informe l'inspection qu'il ne sait pas si la surface de stockage de déchet inerte est inférieure ou pas à la surface de 5000 m² correspondant au seuil de déclaration de la rubrique 2517.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la surface de déchet inerte est inférieure à 5000 m².

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois